

La BRB fête ses 50 ans sur fond de crise économique au Burundi

PANA, 06 juin 2014 Bujumbura, Burundi - La Banque de la République du Burundi (BRB, photo) va célébrer officiellement en grande pompe ses 50 ans d'existence, le 7 juin 2014, sur fond de crise économique structurelle, de l'avis général des économistes à Bujumbura. Le Burundi reste, en effet, l'un des pays les plus pauvres du monde avec un Produit intérieur brut (PIB) par habitant de l'ordre de 255 dollars US et plus des deux tiers de sa population qui vit en dessous du seuil de pauvreté, soit avec moins d'un dollar par jour, selon les statistiques officielles disponibles.

C'est encore un pays enclavé, sans infrastructures socio-économiques fiables et solides comme les routes, l'énergie, l'adduction d'eau. Sur le plan conjoncturel, on estime facilement dans les milieux économiques à Bujumbura que le Burundi a reculé de 20 ans sur son développement économique d'avant la guerre civile qui a duré de 1993 à 2003. S'agissant du jubilé d'or de la BRB, le public a été autorisé à visiter des stands d'exposition sur les différents aspects de la monnaie, et cela du 2 au 7 juin 2014, date des festivités officielles. Au niveau du département en charge de l'émission de la monnaie, on apprend que la BRB n'émet pas directement de billets de banque ou encore moins qu'elle frappe elle-même la monnaie, contrairement à l'idée la plus répandue dans l'opinion publique. La Banque centrale fait de la conception des maquettes, des designs et met en circulation la monnaie. La monnaie, quant à elle, est fabriquée par des imprimeurs spécialisés dans l'impression fiduciaire basés en Europe ou en Amérique. Les statuts stipulent, par ailleurs, que la BRB a, dans ses missions, de prêter en dernier ressort aux banques commerciales ou autres institutions financières lorsqu'elles n'ont plus assez de liquidités pour accorder des crédits. Ces banques peuvent encore recourir à la BRB, soit pour rēcompter des effets commerciaux, soit pour solliciter des avances contre dépôt en garantie des titres commerciaux ou de bons du Trésor.